

Débat Elsa Faucillon-Eric Coquerel : comment mobiliser les milieux populaires ?

PAR FABIEN ESCALONA ET PAULINE GRAULLE
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 29 JUILLET 2019



Elsa Faucillon et Éric Coquerel à Mediapart. © PG

L'une est communiste et promotrice d'un « big bang » à gauche, l'autre est insoumis et fidèle à Jean-Luc Mélenchon. Elsa Faucillon et Éric Coquerel, deux députés de circonscriptions populaires, échangent sur les difficultés à mobiliser durablement les plus désavantagés de la société.

La gauche peine à mobiliser les milieux populaires. Le fait n'est pas nouveau mais s'avère d'autant plus alarmant pour ce camp politique qu'il est menacé d'être pris en tenaille entre le parti présidentiel et l'extrême droite du Rassemblement national (RN).

Pour en discuter, nous avons réuni Elsa Faucillon, députée PCF de la première circonscription des Hauts-de-Seine, et Éric Coquerel, député La France insoumise (LFI) de la première circonscription de Seine-Saint-Denis. Entre le cadre insoumis et la promotrice, avec Clémentine Autain, d'un « big bang » de la gauche, la discussion porte rapidement sur les responsabilités du défaut actuel de rassemblement et sur le type d'organisation le plus à même de susciter l'adhésion des citoyens dépourvus de privilèges.

Les élections européennes ont illustré la difficulté de la gauche à attirer à elle, durablement et dans des proportions significatives, le vote des classes populaires. Est-ce la nature du scrutin qui est à mettre en cause ou y a-t-il eu des manquements propres à vos partis respectifs, le PCF et LFI, pour mobiliser les milieux populaires ?

Elsa Faucillon : Ce que vous dites n'est qu'à moitié juste, pour deux raisons. D'abord, il y a bien eu des classes populaires qui se sont mobilisées durant ce scrutin. Malheureusement, c'est le Rassemblement national qui en a le plus profité. Dans le cadre d'une opposition à l'Europe telle qu'elle s'est construite ou dans le cadre du référendum anti-Macron, une partie de ces classes populaires ont pensé que le RN était la solution. Ensuite, il faut tout de même noter que 30 % de l'électorat ouvrier a voté pour un parti de gauche. Le problème, c'est que la gauche était totalement éparpillée.

Éric Coquerel : L'objectif de LFI de rassembler les 11 % de voix que nous étions parvenus à mobiliser lors des législatives de 2017 n'a clairement pas été atteint. En amont, on avait réussi à conquérir un socle populaire, avec des électeurs de la banlieue parisienne et des périphéries, auxquels s'étaient jointes des classes moyennes se disant qu'on pouvait gagner à la présidentielle. J'ai toujours considéré que les 600 000 voix qui nous avaient manqué pour atteindre le deuxième tour se trouvaient dans les quartiers populaires. Voilà pourquoi j'ai initié, à Épinay-sur-Seine, les rencontres des quartiers populaires à l'automne 2018. Et voilà pourquoi je considère que LFI ne peut rebondir aux municipales qu'en visant ces quartiers populaires et en les aidant à s'auto-organiser.



Elsa Faucillon et Éric Coquerel à Mediapart. © PG

Certes, mais pourquoi n'êtes-vous pas parvenus à mobiliser davantage votre « socle » aux européennes ? Cela alors que les Insoumis, justement, n'ont pas été absents dans les quartiers populaires, où ils ont volontiers fait du porte-à-porte.

É. C.: Il y a plusieurs raisons. Traditionnellement, les européennes sont des élections très compliquées pour notre mouvance. On s'adresse à un électorat qui a tendance à s'abstenir aux élections intermédiaires et qui est plutôt méfiant vis-à-vis de l'Union européenne, voire eurosceptique. Par ailleurs, nous avons porté un discours de vérité mais complexe, qui consistait à dire qu'il fallait rompre avec cette Europe-là, mais que ce n'était pas au Parlement européen que cela se ferait ; qu'il fallait sortir des traités, mais que cela ne pourrait se faire qu'après avoir remporté la présidentielle. Franchement, le message était compliqué.

Néanmoins, ce que dit Elsa Faucillon est exact : le RN, avec un discours très critique, est parvenu à mobiliser, et nous moins. Il faut alors souligner que l'extrême droite a été aidée par cette espèce de duo instauré entre Macron et Le Pen, qui a sur-motivé l'électorat lepéniste et les abstentionnistes, lesquels ont voulu envoyer un message au chef de l'État.

On a par ailleurs sous-estimé la période de reflux de notre mouvance dans *toute* l'Europe. L'idée que nous pouvons incarner une issue au capitalisme financiarisé n'a pas porté ses fruits. C'est un constat plus grave que de dire qu'on a eu un problème de ligne ou d'incarnation, car il s'agit d'un phénomène plus structurel.

E. F.: Nous sommes tous les deux suffisamment en lien avec les habitants de nos circonscriptions pour constater que les dynamiques d'espoir de 2017, qu'on avait aussi senties dans les mobilisations locales, se sont amoindries. La question que cela nous pose est celle de l'unification des classes populaires. Une partie d'entre elles a voté RN car le parti de Marine Le Pen est apparu comme capable de répondre à Macron et au néolibéralisme, une autre partie a continué de voter LFI, une autre s'est abstenue alors qu'elle avait pu voter à gauche ou même Macron ; quant aux classes moyennes, elles sont un certain nombre à s'être incarnées dans l'écologie. Face à cet éclatement, il n'y a pas que l'éparpillement des partis qui est en cause mais aussi le manque d'un projet unificateur pour créer de la dynamique et franchir l'effet de seuil.

Renouer le lien entre les politiques et les classes populaires exigerait un travail politique de long terme. Or nous sommes face à l'urgence climatique, à l'urgence sociale, et l'extrême droite se situe à un très haut niveau. Y a-t-il le temps pour cela ? On se souvient que Terra Nova avait suggéré, dans une note provocatrice et contestée, que la gauche pourrait faire l'économie des classes populaires qui s'en sont détournées.

É. C.: Terra Nova n'a jamais voulu une révolution citoyenne. Si on vise uniquement à aménager le système à la marge, on peut certes se passer des classes populaires et se centrer sur les classes moyennes. Mais ce n'est pas notre objectif politique ! Il n'y a pas de raccourci pour nous, les forces de rupture. On ne peut pas abandonner ceux qui subissent de plein fouet la crise et l'accroissement des inégalités. L'histoire de la gauche de rupture avec le capitalisme – ou au moins avec le néolibéralisme – ne peut s'écrire sans les classes populaires, qui sont nécessaires pour prendre le pouvoir. Après, il reste à trouver le fil conducteur pour rassembler classes populaires et classes moyennes.

E. F. : Quel a été le résultat des recommandations faites par Terra Nova ? La trahison lors du mandat de François Hollande ! La manière dont on accède au pouvoir dit quelque chose de la politique que l'on conduira une fois au pouvoir. On ne peut pas se passer de l'étape de conscientisation de classe, on ne peut pas se passer d'un travail d'émancipation. Sinon, on prend le pouvoir par effraction et ce n'est pas tenable.

Que dites-vous aux gens, souvent issus des classes populaires, qui pensent que la politique institutionnelle est impuissante à changer leur vie ? Ont-ils fondamentalement tort ?

É. C. : Si on se fie aux politiques menées jusqu'à présent, ils ont raison. Mais si nous gouvernons un jour le pays, nous saurons trouver des marges de manœuvre.

E. F. : Il y a une défiance, un doute profond sur la capacité du personnel politique à changer les choses en leur faveur. Mais personnellement, je n'entends pas des gens qui estiment qu'on n'aurait pas la main pour changer les choses. J'entends des gens qui disent que

les élus ont un vrai pouvoir, mais qu'ils l'utilisent pour le monde de la finance, pour les grands médias, pour les riches et pas pour eux.

É. C. : Je suis d'accord, et c'est pour ça qu'il y a un espoir : il n'y a pas de dépolitisation des classes populaires. En revanche, il y a une méfiance totale à l'égard des politiques. Ce n'est pas tant l'impuissance qui est ressentie que cette idée qu'« *ils ne nous laisseront pas gagner* ».

« Le lieu de travail ne peut plus être ni l'endroit ni le sujet unique de politisation »

Il y a une question qui sert à diviser les milieux populaires, c'est celle de l'immigration, mêlée sans scrupule à celle de l'identité nationale. Comment s'en débrouiller ? Faut-il la mettre de côté ou s'en saisir, quitte à la mettre au cœur du débat public ?

E. F. : Quand on cherche à faire un projet qui concerne toutes les dimensions de l'égalité, ne pas aborder les questions de migration, c'est ne pas faire face aux défis qui sont concrètement devant nous. D'autant qu'à force, les xénophobes installent des idées dans la société. L'amendement contre le voile dans les sorties scolaires, il ne vient pas simplement d'une xénophobie épidermique, il fait partie d'une stratégie politique qui vise à diviser les classes populaires.

Au-delà de la question stratégique, il y a une question de sincérité politique. Je ne peux que m'indigner de ce qui se passe en Méditerranée, convaincre de l'impératif de ne pas laisser mourir des gens, etc.

É. C. : Il y a des gens qui ont intérêt à en faire le problème central du moment : d'un côté, l'extrême droite parce que c'est son fonds de commerce, de l'autre côté, Macron parce que ça l'arrange que le RN progresse jusqu'à un certain niveau et qu'il aime à se montrer soi-disant humain et dur à la fois. Deux jours avant les réformes sur le chômage, Castaner a ressorti l'histoire des quotas d'immigration. Je ne crois pas que ce soit un hasard.

Ce qui ne va pas non plus, c'est l'instrumentalisation de la question à gauche. Je vise l'appel « **Regards-Mediapart-Politis** » où se trouvaient des phrases faites pour nous empêcher de signer – comme celle

estimant que vouloir régler les causes de l'émigration, ce serait être quasiment d'extrême droite ou celle faisant planer une ambiguïté entre défense de la liberté de circulation et défense de la liberté d'installation.

Quand des défis concrets se posent, comment défendre alors les droits des migrants ?

É. C. : Je fais partie de ceux qui pensent qu'il faut régler les causes de ce qui pousse les gens à quitter leur pays et qui n'est pas sans lien avec la déflagration néolibérale qu'on subit depuis des années. Cela dit, aujourd'hui, ce n'est pas l'arrivée des migrants qui est un problème. Ce qui crée un problème, c'est qu'on ne met rien en œuvre pour l'accueil !

De notre côté, nous avons fait des contre-propositions, comme un statut spécifique de réfugié économique ou écologique, la multiplication de centres d'accueil dignes de ce nom... Une autre façon intelligente de traiter le sujet, c'est la grande grève des travailleurs sans papiers en 2009-2010 qui a abouti à ce qu'une majorité de gens soutiennent leur régularisation.

En revanche, un mouvement qui ferait du « *no borders* » le mot d'ordre, ce ne serait pas une façon crédible d'entraîner une majorité du côté des migrants.

Je tiens néanmoins à dire que je m'oppose au courant de pensée selon lequel les victimes de racisme et de discrimination, et qui le disent, seraient à ranger dans les rangs des « indigénistes » ou des « communautaristes ». Quand on parle des inégalités, il ne faut pas cacher qu'une partie de la population subit une discrimination de plus en raison de sa couleur de peau ou de sa religion. Pour résumer, il ne faut pas faire de cette question le point obsessionnel de

la discussion publique, mais il est important d'être aux côtés de ceux qui subissent des discriminations spécifiques.



Élodie, gilet jaune de Tours, le 1er mai 2019 à Paris. © MG

Parlons de ce qui pourrait au contraire fédérer. On a l'impression qu'il n'y a plus guère de figure archétypale des milieux populaires, comme l'ouvrier métallo... Est-ce que les gilets jaunes ont au moins fourni un signe de reconnaissance ?

É. C. : Avouez que le gilet jaune, c'était furieusement bien trouvé. Car c'est aussi le gilet des gens qui travaillent dans la rue, sur les chantiers, qui font traverser les enfants à la sortie des écoles... Bref, c'est le nouveau prolétariat. Aujourd'hui, de toute façon, je crois qu'on ne peut plus fédérer les intérêts de ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Nous sommes dans une société de chômage de masse, où l'auto-entrepreneuriat augmente, où le recours au CDD explose... Le lieu de travail ne peut plus être ni l'endroit ni le sujet unique de politisation. Il y en a d'autres.

Après, et c'est la difficulté, il n'y a pas un seul élément qui permet de fédérer, mais plusieurs : la question de la souveraineté populaire – qui décide, qui dirige –, la question des inégalités et de leur explosion – aujourd'hui, 27 personnes se partagent la moitié des richesses de l'humanité –, et la question écologique. Il faut avancer sur ce trépied. Évidemment, c'est plus difficile de faire cela que d'unir la classe ouvrière. Mais il faut le faire.

E. F. : Lors d'un débat organisé dans ma ville autour des gilets jaunes, j'ai été frappée de constater que des jeunes, intéressés au mouvement, faisaient défiler des photos de gilets jaunes qui ne leur ressemblaient pourtant pas – eux-mêmes étant pour la plupart issus

de l'immigration, même si elle était parfois ancienne. Ils disaient : « *Nous, personne ne nous écoute, mais peut-être qu'eux, on les écouterait, qu'ils vont nous faire gagner.* » Il y a eu le même phénomène de « mobilisation par procuration » au moment de l'affaire de Mantes-la-Jolie. Les gens qui vivent des violences policières au jour le jour se sont dit : « *Enfin cette question perce dans l'espace public car elle touche les classes moyennes, c'est bien pour nous !* » Alors que la gauche est confrontée à l'éclatement des milieux populaires, il faut reconnaître que les gilets jaunes ont agi comme un trait d'union.

É. C. : Cette année, il y a eu un gros loupé de la CGT : au moment où la mobilisation des gilets jaunes était la plus forte, au moment où ils ont commencé à occuper des raffineries, la CGT a tourné le dos. C'est une lourde responsabilité. À ce moment, les syndicats étaient suffisamment forts pour faire la jonction avec un mouvement social important... Ça n'a pas eu lieu, hélas.

Faut-il néanmoins abandonner ou relativiser les lieux de travail comme lieux de politisation ?

E. F. : Le travail reste un lieu de socialisation politique très important. Mais je constate que la lutte des gilets jaunes, qui s'est faite souvent sur des aspirations sociales, a été très souvent orientée vers l'État et pas vers le patronat. On entendait des phrases de gens qui travaillent dans des TPE et PME du genre « *mon patron est sympa, il aimerait m'augmenter, mais il ne peut pas* ». Dire que le lieu de la lutte, c'est forcément celui de l'entreprise, cela n'a plus de réalité.

La question du travail, au sens large, doit toutefois rester centrale dans notre projet. Pour celles et ceux qui sont issus des classes populaires, le rapport au travail, par exemple à travers la flexibilité imposée par le néolibéralisme, reste incontournable dans leur existence. En fait, notre tâche est de bâtir un programme, des symboles, un imaginaire... qui permettent de lier ensemble les questions du travail, de la démocratie, des savoirs et celles qui touchent à l'environnement.

É. C.: L'effacement du statut de CDI, ajouté à la répression syndicale induite par la loi Travail, fait qu'on s'achemine vers la fin d'un modèle qui permettait de se mobiliser dans les entreprises. Or, on l'a dit, on n'a pas le temps d'attendre : il faut gouverner dès 2022. Alors, comment faire ? Dans les trois ans à venir, il va falloir fédérer le peuple.

L'un des éléments structurants dont on dispose, c'est que le régime actuel nous installe avec le sourire dans un régime autoritaire – les gilets jaunes ont été le mouvement social le plus réprimé de la V^e République. Or, ce que vivent les classes populaires dans leur rapport à la police peut être fédérateur.

De même, dans les zones urbaines, la question du logement est une cause transversale. Les classes moyennes sont chassées des centres-ville, les classes populaires vivent dans des habitats insalubres... Je peux citer d'autres sujets qui fédèrent, comme la privatisation d'Aéroports de Paris. Notre rôle est de trouver les bonnes entrées qui vont permettre aux gens de se dire qu'ils ont des intérêts en commun.

« Chez LFI, il n'y a pas d'espace pour dire que l'on n'est pas d'accord »

Vous êtes donc d'accord sur ce point ?

E. F.: Je suis d'accord sur le fait de lutter contre l'installation d'un pouvoir autoritaire, d'élaborer des éléments programmatiques sur la question du logement, du droit à la ville, à la mobilité, etc. Mais ce n'est pas suffisant, il faut un projet « en positif », qui ne fasse pas de l'écologie juste une thématique. Les jeunes qui marchent pour le climat n'ont que faire du socialisme ou du communisme, mais à travers le mot d'ordre écologique, ils expriment un rapport au temps, au travail, au savoir. Il y a l'intuition chez eux qu'il faut inventer quelque chose de nouveau en termes de mode de vie, de sociabilité, de mobilité.

Notre offre politique doit s'adresser à eux, ce qui passe par du pluralisme, de la démocratie interne. Constaté le fossé entre les luttes sociales et l'espace politique fait peur. Je ne vois pas d'autre solution que produire du neuf pour être attractifs. Et cela ne se fait pas en allant chercher l'hégémonie à tout prix sur les classes

populaires. Ça se fait à travers un projet unificateur de rayonnement entre les différentes sensibilités. La crise politique, c'est aussi la crise des médiations. Sans médiations, on est toujours dans une adresse d'une figure au peuple, et donc aux classes populaires. Or, cela ne permet pas la conscientisation et l'auto-organisation.

Éric Coquerel, acceptez-vous cette critique voilée de LFI qui vous est adressée ?

É. C. : C'est vrai qu'il faut très certainement incarner non seulement un programme, mais un projet. Jean-Luc Mélenchon l'a fait avec sa propre personne en 2017, et cela a permis de fédérer plus de 19 % des Français. Je crois qu'à plus long terme, il faut remettre en avant l'éco-socialisme, et y réfléchir à nouveau. Il s'agit d'une doctrine qui traite de la question climatique en assumant une rupture avec le système et en portant les enjeux de souveraineté et d'égalité. Le terme n'a pas été porté par LFI, qui est né lors d'une campagne électorale, mais il me paraît fécond – plus, en tout cas, que l'écologie « tout court ». À mon avis, les Verts vont en effet buter sur leur capacité à entraîner le peuple dans ses composantes les plus populaires, alors que nous intégrons le défi climatique dans une vision anticapitaliste.

À propos du défaut de médiations évoqué par Elsa Faucillon, que répondez-vous ?

É. C.: Le mouvement ouvrier tel qu'il s'était structuré est mort. L'utilité historique de la social-démocratie, qui était de trouver un compromis entre travail et capital, s'est échouée dans la conversion au néolibéralisme. Les partis communistes aussi ont été un échec du XX^e siècle. Du coup, il faut reconstruire autre chose. LFI, avec son développement rapide, offrait une opportunité à saisir, celle d'un mouvement citoyen, avec ses imperfections mais qui permettait le rassemblement de manière plus efficace que le Front de gauche.

Dans cette période de recul, il ne faut pas négliger les acquis institutionnels et militants de notre force. La porte était ouverte, les organisations existantes ont fait le choix de rester dans leur coin. Le « big bang » proposé par Clémentine, elle l'avait déjà proposé il

y a quatre ans avec l'idée de « *front commun* », et là on retrouve à nouveau les mêmes signatures que pour tous ces genres d'appel auxquels j'ai participé moi aussi pendant ces années... Franchement, ce n'est pas l'urgence.

E. F.: Je viens du PCF et j'ai vu ce parti nier les réalités, continuer à ne voir que des causes extérieures à son affaiblissement. Cela m'inquiète de voir aujourd'hui des signes similaires dans les analyses produites par LFI. Notre camp a toujours su se disputer, c'est pour cela qu'il a été un lieu de production intellectuelle. Or, je retrouve un réflexe de « *la citadelle assiégée* », ou l'idée selon laquelle toute critique serait forcément adverse. L'espoir que j'ai vu en 2017, notamment dans les classes populaires, était au contraire extrêmement mobilisateur. Cette campagne faisait appel à l'intelligence de celles et ceux à qui on s'adresse, et c'est dommage que LFI se détourne de cela.

Quant aux reproches sur l'affirmation des communistes de leur identité, je les partage, je l'ai suffisamment exprimé dans mon propre parti. Mais cette idée qu'un mouvement pourrait dire « *c'est nous la tête du mouvement, venez et ce n'est pas autrement* », cela m'inquiète, car c'est ce qui a conduit à éteindre beaucoup d'espoirs. D'autant que le « *rejoignez-nous* », c'est une absorption, pas une agrégation. Chez LFI, il n'y a pas d'espace pour dire que l'on n'est pas d'accord.

É. C.: J'ai quand même l'impression que beaucoup préfèrent que tout le monde soit à un niveau égal, même faible, plutôt que LFI soit une force capable de fédérer un projet majoritaire. C'est aussi ce qui s'est passé après 2012, lorsque le PCF a cherché à effacer la réussite propre de Mélenchon. Pour des raisons d'appareil, mais aussi peut-être parce que nous, clairement, on veut gouverner.

Bref, maintenant on a compris que tout le monde ne nous rejoindrait pas, d'où notre proposition pour les municipales, celle de listes citoyennes d'auto-organisation, sur des bases programmatiques claires, mais pas des cartels de partis ! Pour autant, je continue à penser qu'il y a eu une occasion ratée...

Au fond, les gens comme toi – et je le dis avec sympathie politique –, vous avez aussi une responsabilité dans le fait qu'on n'a pas réussi à être le cadre fédératif pour qu'on soit tous ensemble.

Il n'y a donc pas assez de confiance pour que vous vous retrouviez dans une maison commune ?

E. F.: Qu'on ne se méprenne pas. Le modèle de l'union de la gauche est inopérant aujourd'hui et je n'y aspire pas. L'affirmation d'une volonté de gouverner, depuis le Front de gauche, m'a enthousiasmée. Longtemps, chez les communistes, ce n'était pas notre question : on était focalisés sur la conscientisation, le communisme municipal... Cela dit, la conquête du pouvoir ne devrait pas faire l'économie de la mobilisation au long cours des classes populaires. S'opposer au pouvoir avec un style viriliste ne suffit pas. Tout un travail d'organisation et d'ancrage reste à faire.

É. C. : C'est un peu injuste, tout de même. On a d'abord réussi à faire vivre un groupe hétérogène à l'Assemblée. Et sur le terrain, même si on a diminué en termes de forces militantes après la présidentielle, on n'a jamais abandonné l'éducation populaire et l'auto-organisation citoyenne. Je ne vois pas ce que le « *big bang* » ajouterait à cela.

E. F.: Le « *big bang* » a vocation à agréger, pas à effacer. Ce qui existe ne doit pas être abandonné. Mais l'urgence des défis socio-écologiques fait qu'on ne peut pas en rester à des discussions du type « *dommage que tu ne sois pas venu* »... Cela n'a plus de réalité. Il y a beaucoup à faire, et on ne peut pas fonctionner uniquement en machine présidentielle. Il y a une aspiration extrêmement forte, qu'on retrouve chez les signataires de nos appels, et que j'entends dans ma circonscription, à ce que notre éparpillement cesse. Les gens, et cela vaut notamment pour les classes populaires, ne comprennent pas de nous voir chacun dans son coin.

Boîte noire

L'entretien a été réalisé dans les locaux de Mediapart le lundi 24 juin. Il n'a pas été relu par les intéressés.

Il est le premier d'une série intitulée « les gauches en débat » : les européennes ont relancé les débats sur l'avenir de la gauche, des gauches, et de l'écologie. Dispersées, elles échouent. Mais ensemble, elles ne sont ni homogènes ni forcément cohérentes. Quels

sont les clivages de fond et quelles sont les postures ? Comment renouer avec les classes populaires ? Que reste-t-il de la social-démocratie ? L'écologie a-t-elle tout changé ? Voici quelques-unes des discussions à découvrir cet été, sous la forme d'entretiens croisés entre deux acteurs politiques.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.